

Lettre de Maurice Labi à Élie Cohen-Hadria sur la grave situation en Tunisie (Paris, 2 décembre 1952)

Légende: Le 2 décembre 1952, Maurice Labi, membre du bureau national des Jeunesses socialistes à Paris, transmet à Élie Cohen-Hadria, secrétaire général de la Fédération socialiste SFIO de Tunisie, un rapport dans lequel il évoque la gravité de la situation et le climat de tension en Tunisie entre les partisans de l'indépendance et les défenseurs du protectorat français. Il évoque notamment les réformes qui pourraient sortir le pays de l'impasse et le faire évoluer vers son autonomie interne.

Copyright: (c) Archives Nationales d'Outre-Mer, Aix-en-Provence

URL:

http://www.cvce.eu/obj/lettre_de_maurice_labi_a_elie_cohen_hadria_sur_la_grave_situation_en_tunisie_paris_2_decembre_1952-fr-05ca1b44-536e-49f5-b864-156f84abadab.html



Date de dernière mise à jour: 01/03/2017

PARIS, le 2 Décembre 1952

BUREAU NATIONAL

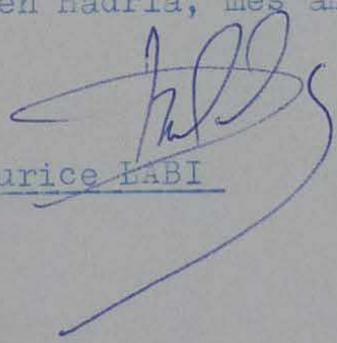
M. COHEN HADRIA
Secrétaire Fédéral de
TUNISIE

Mon cher Cohen Hadria,

J'ai le plaisir de te remettre, sous ce pli, un rapport sur le problème tunisien que j'ai soumis aux divers éléments responsables du Parti. Tu comprendras ainsi l'importance que j'attache à connaître ton sentiment à cet égard.

D'autre part, au cours d'un entretien avec Guy MOLLET, je lui ai fait part de la possibilité de "récupérer" un peu d'argent pour "Tunis Socialiste" à l'occasion de notre prochain Conseil National. Il a bien voulu accepter ma proposition qui, je l'espère, contribuera à faire vivre "Tunis Socialiste".

Reçois, mon cher Cohen Hadria, mes amitiés les meilleures.


Maurice LABI

Cette lettre est postée à Tunis par y ami.

"Luttes" pour un monde meilleur. — Organe de notre combat quotidien.

1 DEC. 1952

LE PROBLEME TUNISIEN

Ce rapport est établi à l'intention de des organismes responsables du Parti et de divers camarades (1). Il traite surtout quelques aspects fondamentaux -ayant un caractère d'actualité- du problème tunisien. Il a pour but de compléter et de préciser les éléments d'appréciation des responsables du Parti à l'égard de ce problème. Les camarades sont priés d'excuser les lacunes qui peuvent apparaître dans ce rapport. Je reste évidemment à la disposition du Parti pour apporter d'éventuelles et nécessaires précisions.

o-o

Appelé d'urgence en Tunisie (2), pour des raisons familiales, j'y ai rencontré : les camarades Cohen-Hadria (2 fois), Habib Ben-Slama (à plusieurs reprises); l'adjoint et le chef du service de presse à la Résidence; S.E. Baccouche (2 fois); S.E. Belkhiria ; M. Bel Hiba, Caïd de Gabès; M. Jacquin, Contrôleur Civil à Gabès; M. De Hautecloque (3) ; Ferhat Hached; Abdel-aziz ben Mahmoud, ancien chef de Cabinet de M. Chenik; j'ai assisté à une réunion du Bureau fédéral du Parti et j'ai eu évidemment de nombreux contacts avec les divers éléments de la population.

Il ressort de ce voyage de 10 jours (18 - 27 Nov.) que je viens d'effectuer en Tunisie et des longs entretiens que j'ai eus avec les autorités politiques et officielles de la Régence :

Considérations diverses.

1° - La gravité de la situation actuelle et l'impasse où se trouve engagée la question tunisienne sont dues essentiellement à l'incohérence de la politique française.

Le Quai d'Orsay n'a jamais eu de politique tunisienne. M. R. Schuman (discours de Thionville et lettre du 15/12/51) a eu, à cet égard, des positions radicalement opposées. Il semble que M. Schuman s'est peu intéressé à la question tunisienne qu'il ne connaît pas "à fond". Ses positions -souvent contradictoires- seraient dues à son inspiration personnelle ou à une influence de ses services où excellent des colonialistes.

(1) Guy MOLLET (C.D. - Internationale) A. BIDEZ (Com. Union-Française) Ch. LUSY (As. Nat.) A. ROUBERT (Sénat) P. ALDUY (U.-F.) R. VERDIER (Popu) O. ROSENFELD (Popu-Dim.) H.F. MALACRIDA (J.S.) COHEN-HADRIA (Fédé de Tunisie) ainsi que BOUTBIEN, BRUTELLE COM'IN, G. DEGROND, Ch.-A. JULIEN, GORSE, DEPREUX, LEJEUNE, D. MAYER, NAEGELEN, PIVERT, VIENOT.

(2) C'est mon 3e voyage en Tunisie depuis 20 mois.

(3) De Hautecloque a fait venir en Tunisie un certain PERRAUD pour s'occuper des questions sociales. A cette occasion, il a organisé un déjeuner auquel j'ai été invité. Par la suite, j'ai eu un entretien d'une heure avec lui.

2° - M. De Hautecloque, que l'on peut considérer comme un homme pieux, pacifique et "moyen" dans les rapports personnels que l'on a avec lui, s'est montré le moins diplomate de nos Résidents Généraux. La politique qu'il a pratiquée, dont il a très largement la responsabilité, est probablement due aux influences, auxquelles il doit être très sensible, qui s'exercent sur lui de façon intime (sa femme et ses proches), par ses services (où existe un esprit écoeurant) et de l'extérieur (éléments colonialistes).

3° - Le Néo-Destour qui représente l'immense majorité de la population tunisienne aspire à l'indépendance de la Tunisie. Il a conscience de la légitimité de cette revendication -qu'il modère à l'occasion- et jette dans cette lutte toutes ses forces vives. Des hommes avisés, qu'il compte en son sein, saisissent toutes les occasions pour renforcer et étendre leur action dans ce sens (grande cohésion de ses militants, soutien de la Cour beylicale, tournées internationales de propagande, appui de la C.I.S.L. et de nombreuses nations, sympathie de l'O.N.U., etc..)

En raison du caractère même de son organisation, le Néo-Destour comprend des éléments hétérogènes qui s'opposent assez souvent. Beaucoup regrettent la violence de ton de Ben-Youssef. Actuellement, Mokkadem qui se trouve à la tête du Parti et Hédi Nourira (qui n'a pas beaucoup de sympathie pour la Cour) ne semblent pas être en parfait accord. Il y a tout lieu de penser que le Néo-Destour, dont Bourguiba est le chef incontesté, se disloquera dès qu'il se préoccupera, de façon concrète, d'élaborer les futures institutions de la Tunisie.

4° - La grande majorité des Français de Tunisie ont de vives sympathies pour le Rassemblement français de Tunisie ou le R.P.F. qui sont organiquement divisés uniquement pour des raisons de personnes. L'action de ces deux Partis se confond très souvent.

COLONNA, PUAUX, CASABIANCA et d'autres dirigeants de la majorité de la colonie française ont adopté sur le fond -et très souvent dans le ton- des positions violemment opposées aux aspirations tunisiennes et à quelques velléités de réformes du gouvernement français. Ils ont pour principe de tout refuser afin que les Tunisiens obtiennent le moins possible. Ils sont surtout soutenus par "La Presse", "La Dépêche" et "Tunisie-France" qui est leur organe officiel. Ils ont très certainement des hommes fidèles à la Résidence et au Quay d'Orsay.

LA SITUATION ACTUELLE -Atmosphère générale-

La situation actuelle est très tendue, très grave.

1° - Les Tunisiens ne pardonnent pas à la France (et surtout aux Français de Tunisie) sa politique violemment colonialiste, les répressions que eux leur ont fait subir ses troubles. Ils reprochent à la France de les maintenir dans un état inférieur à des pays moins évolués que le leur. Ils ne sont pas loin de penser et de dire que la France est responsable de la

misère, du chômage et de la crise économique qui régneront en Tunisie. Ils s'élèvent avec vigueur contre l'Administration directe instaurée par les Français. La plupart d'entre-eux, à l'esprit oriental, ne pardonnent pas les vexations qu'ils ont subies.

Des éléments tunisiens très représentatifs pensent néanmoins, sincèrement je crois, que la Tunisie ne saurait, sans grave préjudice pour elle, rompre ses liens avec la France. Ils semblent donc très disposés à garantir les intérêts acquis par les Français de Tunisie et à conclure des traités économique, culturel, militaire, etc.. avec la France. Ils entreraient volontiers au sein d'une Union française qui aurait la même structure que le Commonwealth.

Leurs revendications immédiates sont connues : Gouvernement homogène, Assemblée Nationale, réforme de la Fonction publique, etc... Ils se rendent cependant parfaitement compte de l'intérêt et de la nécessité de négocier et de s'entendre avec la France. Ils sont néanmoins assez sceptiques sur les possibilités d'accord en raison du caractère réactionnaire du gouvernement actuel et des expériences passées : Syrie, Liban, Indo-chine. Ils n'excluent donc pas la possibilité d'événements graves dans le pays. C'est, je crois, ce qui les a décidés depuis au moins 2 ans à rechercher une intervention étrangère (O.N.U., U.S.A., Pays arabo-asiatiques).

2°- La Résidence Générale (et surtout les Français de Tunisie) continuera à s'employer activement à retarder le plus possible l'indépendance de la Tunisie dont elle est cependant persuadée du caractère inéluctable. "Nous avons gagné 10 ans et il est difficile d'aller plus loin" m'a-t-on dit à la Résidence tandis que M. De Hautecloque lui-même m'a précisé: "Je suis sûr que la Tunisie sera indépendante et je suis moi-même pour son indépendance au sein de l'Union-Française et avec diverses garanties (militaire, économique, culturel, etc.)" M. Maurice Schumann et les Colonna-Peaux se seraient violemment opposés à ces idées. De Hautecloque pense cependant que l'opposition des fonctionnaires est plus violente que celle des colons.

De Hautecloque, "petit stratège" en politique et à l'intelligence toute moyenne est très rancunier. Il n'oublie pas -et ne pardonne pas plus- l'opposition violente qu'il a rencontrée chez Bourguiba, Ben-Youssef, Ferhat Hached, Chenik et à diverses reprises à la Cour beylicale. Il a été très affecté par certains procédés inélégants des Tunisiens : incident avec Ben-Youssef (élément peu intéressant) à la cérémonie de présentation au Palais beylical et départ précipité à Paris de Ben-Youssef et Badra en vue de prendre contact avec l'O.N.U., ceci dès son arrivée à Tunis.

Il mésestime, en raison de ses sentiments personnels, la puissance du Néo-destour et de l'U.G.T.T. Pour "solutionner" la crise tunisienne, il n'hésiterait pas à négocier en dehors de ces deux organisations.

Le Résident Général qui semble vouloir, très nettement, se concilier l'opinion et le Parti socialistes essaie de multiplier les contacts avec nous. Il paraît subitement s'intéresser particulièrement aux questions sociales et a fait venir, à cet effet, un certain Perraud. Il m'a dit avoir été Secrétaire de la Fédération des PTT avant la guerre et avoir appartenu au Cabinet du Ministre du Travail sous Vichy. Il est très peu averti des réalités tunisiennes. De Hautecloque m'a fait part d'une réflexion que lui aurait faite Perraud : "Pour réaliser quoi que ce soit sur le plan social en Tunisie, il faut d'abord dissoudre l'U.G.T.T."

De Hautecloque prétend vouloir réaliser une réforme agraire du type égyptien mais ne la croit pas réalisable en raison d'une opposition qu'il prévoit à la Cour. (Il y a lieu de rapprocher cette pensée de De Hautecloque de sa volonté de détrôner le Bey).

3° - La majorité des Français de Tunisie est "chauffée à blanc". Leurs dirigeants ne cessent d'entretenir autour d'eux le spectre du "Français jeté à la mer". Des tournées de propagande, des directives aux Comités locaux, des campagnes de presse bien orchestrées tendent à ce but.

Il semble cependant que dans leur immense majorité les Français de Tunisie comprennent qu'il est difficile de retarder bien longtemps l'octroi de réformes importantes aux Tunisiens. Ils aspirent surtout à vivre en paix, à défendre les importants intérêts matériels qu'ils ont acquis dans la Régence. Ils sont évidemment attachés au pays et s'inquiètent de l'avenir de leurs enfants si l'accès de la Fonction publique leur devenait difficile.

Il y a lieu cependant de noter que des éléments français extrémistes n'hésiteraient pas à créer des troubles si la France accordait l'autonomie à la Tunisie.

Il faut aussi préciser que les Français de Tunisie ne semblent pas attacher une très grande importance aux contingences extérieures (intérêts supérieurs de la France, évolution des peuples dépendants, sympathie témoignée à la cause tunisienne par de nombreuses nations, etc...) Ils donnent l'impression de vivre "en vase clos" et de se préoccuper essentiellement de leurs propres intérêts. Il me paraît intéressant de rappeler, à ce propos, une réflexion que m'a faite De Hautecloque : "Si, par un système de double citoyenneté, les Français avaient leur place dans une Tunisie indépendante et que des difficultés surgissaient avec la Métropole, ces difficultés seraient dues aux éléments français. Encore plus, si dans 10 ans il y avait une sécession, elle serait leur oeuvre".

Dans mon rapport, je ne fais aucune allusion à l'importante Communauté juive de Tunisie. Il faut considérer, et faire en sorte qu'il en soit ainsi, que les Français et Tunisiens d'origine juive auront rigoureusement les mêmes droits que leurs concitoyens.

EVOLUTIONS POSSIBLES DU PROBLEME -

Les quelques points de contact franco-tunisien sont aujourd'hui rompus. L'internement des leaders tunisiens, les attentats que continuent à commettre des Tunisiens et des Français montrent clairement la gravité de la situation. Il est cependant intéressant de noter que cette crise grave fait apparaître à tous les éléments de la population la vie qu'aurait le pays avec des dissensions graves entre Tunisiens et Français. Ils se rendent compte que pour leur bien commun, des rapports amicaux doivent exister entre eux.

x nature

La nécessité pour les Tunisiens et les Français de cohabiter amicalement, et la lassitude provoquée par des événements douloureux qui durent depuis un an, sont probablement de ~~x nature~~ à permettre une heureuse solution au problème tunisien. Les esprits français, avertis et conscients des réalités actuelles, consentiraient à accorder de larges réformes qui mèneraient la Tunisie vers son autonomie interne. Les Tunisiens responsables, qui recherchent le bien-être du peuple et qui reconnaissent l'importance des réalisations françaises en Tunisie, sont disposés à sauvegarder les intérêts vitaux de la France et des Français de Tunisie. Sur la base de ces deux éléments (autonomie interne et sauvegarde des intérêts français) qui sont parfaitement conciliables, une solution est possible; elle est indispensable.

Car il est difficile actuellement, mis à part quelques éléments de caractère secondaire, de pouvoir résoudre autrement et de façon pacifique le problème tunisien. L'autre issue possible pourrait être une politique de violente répression qui mènerait la Tunisie à la guerre civile, à l'aventure; Si cela était - et c'est la voie vers laquelle semble s'engager la politique actuelle du Gouvernement - après des événements dramatiques auxquels nous assistons encore en Indo-Chine, la Tunisie recouvrerait quand même - bien plus que son autonomie interne - son indépendance totale.

Quels sont "grosso-modo" les éléments de nature à rétablir une atmosphère propice aux négociations et à l'entente?

Il faut d'abord que chaque élément dirigeant désire la négociation et l'accord entre Français et Tunisiens, ainsi que nous venons de le voir, cela ne nous paraît pas difficile à obtenir. Aucune exclusive ne saurait être lancée contre des éléments représentatifs du peuple ou de la colonie française bien qu'il soit préférable que BOURGUIBA -COLONNA aussi- et quelques

personnalités - en tant qu'individus - se retirent momentanément de l'action politique. L'équipe DE HAUTECLOQUE devra être évidemment remplacée.

x Paul

A partir de cette volonté réciproque d'entente, tous les efforts doivent tendre à faire cesser rapidement tout acte terroriste, rétablissant ainsi une atmosphère de calme et de confiance. Le cadre de ce "Gentlemen agreement" la libération des internés politiques s'impose. Quelques mois après la mise en application de cette nouvelle pratique de conciliation et de compréhension mutuelles, pourra se réunir une Commission mixte dont les grandes lignes des travaux devront être délimitées à l'avance: Autonomie interne par étapes successives et rapides et sauvegarde des intérêts français. La double citoyenneté, qui permettrait aux "Français en tant que Tunisiens" et relativement à leur nombre de participer à la vie politique du pays, devrait être envisagée sérieusement.

Le premier train de réformes acheminant la Tunisie vers son autonomie interne pourrait se composer de :

1° - Le remplacement par des Ministres tunisiens des directeurs français des P.T.T., de l'Instruction Publique, de la Reconstruction et de l'Urbanisme (il resterait encore aux Français les Finances, les services de Sécurité, le Secrétariat Général du Gouvernement, en plus évidemment de l'Armée et des Affaires Etrangères du Pays)

2° - Institution d'une Assemblée Nationale à laquelle pourraient participer quelques français (double citoyens) élue au suffrage universel et devant laquelle serait responsable le Gouvernement.

3° - Désignation par les organisations compétentes (syndicats ouvriers - syndicats patronaux - Coopératives - Chambres Françaises et Tunisiennes d'Agriculture, etc..) de délégués qui constitueraient un Conseil économique pourvu dans son domaine propre, d'un régime consultatif).

4° - Mise en place d'un Tribunal administratif, sorte de Conseil d'Etat composé à moitié de Français et de Tunisiens.

5° - Elections, pour les grandes, moyennes et petites villes, de conseils municipaux auxquels, en proportion avec leur nombre, participeraient les Français.

En plus de cet ensemble de réformes, il nous appartient d'insister pour réduire le plus possible les pouvoirs de la Cour (il est superflu d'insister sur la corruption et le caractère féodal et oriental de la Cour), des Caid, des Contrôleurs Civils et pour la mise à l'étude

.. /

d'un programme d'investissements qui pourrait résorber le chômage. Nous ne saurions manquer une seule occasion pour soutenir la démocratisation des institutions actuelles et futures du pays et l'élévation du niveau de vie du peuple actuellement extrêmement bas. Nous devons également veiller à un développement des constructions scolaires, de l'hygiène et des avantages sociaux - très réduits actuellement - du prolétariat urbain et rural.

Il ne faut pas se dissimuler l'ampleur de cette tâche ni les difficultés à rencontrer en vue de sa mise à exécution. En tout état de cause, assurés ou non du succès, nous devons définir nos positions et mener une action vigilante pour les faire aboutir.

Il serait en effet heureux, je dirai même indispensable que le Parti demande à sa Fédération de Tunisie, de lui soumettre un projet complet de réformes politiques et sociales. Ce travail préliminaire pourrait être étudié et mis au point par le Secrétariat Général du Parti qui le soumettrait au prochain Conseil National. Nos camarades de l'Assemblée Nationale pourraient ainsi présenter et défendre de façon positive un projet de réformes socialiste.

STRUCTURE DU NATIONALISME TUNISIEN -

Les piliers du Nationalisme tunisien sont le Néo-Destour et l'U.G.T.T. Le Néo-Destour a pour unique préoccupation l'indépendance de la Tunisie et rassemble donc les éléments les plus divers de la population tunisienne. L'U.G.T.T., alliée intimement au Néo-Destour, compte dans ses rangs l'immense majorité du prolétariat tunisien (ouvriers des mines industrielles, des chemins de fer, des mines, ouvriers agricoles, employés, fonctionnaires, etc...)

Après l'indépendance de la Tunisie - ce phénomène ne se produira probablement pas entièrement après l'autonomie interne - le Néo-Destour se disloquera. La gauche et les syndicalistes, mieux organisés, auront de très fortes positions. Ferhat HACHED, Secrétaire Général de l'U.G.T.T., maintenu en liberté en raison du soutien que lui apporte la C.T.S.L., dirige actuellement le mouvement nationaliste. C'est un Socialiste en puissance. Il a été formé à l'école socialiste; HACHED a contribué très largement à l'éveil et à l'organisation du prolétariat tunisien.

Il souhaite instaurer en Tunisie une monarchie constitutionnelle et un régime de démocratie sociale et politique avec le concours des éléments socialisants et des camarades du Parti (Hédi Nouira, Mattéri, H. Ben Slama, etc..) sa position dans l'avenir peut être très solide.

Il nous appartient de favoriser l'avènement en

.. /

Tunisie d'un Parti Socialiste qui pourrait être très puissant.

Maurice LABI

Membre du Bureau National des
Jeunesses Socialistes.

P.S. - Au cours de mon entretien d'une heure avec F.HACHED, je lui ai posé notamment la question suivante: Quelle est la position de l'U.G.T.T. à l'égard de F.O. qui, si j'ai bonne mémoire, vous a fait des propositions en vue d'une action commune et même organique? HACHED m'a répondu: "La classe ouvrière de Tunisie qui veut s'émanciper doit se libérer d'abord du colonialisme. Elle doit donc être dans une organisation nationale non rattachée à la Métropole. La position de F.O. est semblable à celle défendue à ce propos par Juin au Maroc. Quant à l'attitude de F.O. à notre égard, elle a surtout tendu à nous discréditer, à nous rendre la tâche difficile et à nous détruire". A la suite des renseignements pris auprès de personnes dont je garantis la bonne foi, il semble que MALE, Responsable de l'U.D.F.O. de Tunisie ait des rapports étroits avec la police...

La position de F.O. n'est pas, par ailleurs, digne d'intérêt en raison de ~~sa~~ composition sociale: ~~des~~ ~~petits~~ ~~fonctionnaires~~ français très opposés aux réformes en raison du danger qui planerait sur leur situation personnelle.

Le caractère confidentiel de certains passages de ce rapport doit être respecté.